

Jean-Marie Klinkenberg

LA LANGUE DANS LA CITÉ

Vivre et penser l'équité culturelle



LES IMPRESSIONS NOUVELLES

LA LANGUE DANS LA CITÉ

Vivre et penser l'équité culturelle

Cet ouvrage est publié
avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Mise en page : Mélanie Dufour
Photo de couverture : © Christer Strömholm Estate / Galerie VU'

© Les Impressions Nouvelles – 2015
www.lesimpressionsnouvelles.com
info@lesimpressionsnouvelles.com

Jean-Marie Klinkenberg

LA LANGUE DANS LA CITÉ

Vivre et penser l'équité culturelle

Préface de Bernard Cerquiglini
Recteur de l'Agence universitaire de la francophonie

LES IMPRESSIONS NOUVELLES

Pour Isabelle, toujours

Le présent texte applique les rectifications de l'orthographe de 1990, approuvées par toutes les instances francophones compétentes, en ce compris l'Académie française. Il reprend certaines pages de l'ouvrage *La Langue et le citoyen*, publié aux Presses Universitaires de France en 2001.

PRÉFACE

par **Bernard Cerquiglini**

Recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie

Lecteur, tu peux alléger ta bibliothèque et te défaire de bien des ouvrages consacrés au français. Qu'ils rapportent la légende dorée d'un idiome paré de toutes les vertus et de bien des élégances, passé, miraculeusement intact et vénéré, des cours princières aux symboles de la République, du palais du gouverneur colonial à la trépidante jeunesse des indépendances. Qu'ils racontent la légende noire d'une langue en déclin, concurrencée à l'extérieur par l'idiome du mercantilisme yankee, ruinée à l'intérieur par le solécisme, l'ignorance et le laisser-aller. Libérés, les rayonnages pourront s'orner de bibelots choisis et de cet ouvrage indispensable.

D'une plume alerte et parfaitement informée, avec l'assurance du grand savant et l'expérience du praticien, Jean-Marie Klinkenberg détruit ces chimères pour traiter sérieusement du français : c'est une question de science et de politique.

Il y a en effet des savoirs positifs sur la langue. Il en est également en matière de microbiologie marine, par exemple, mais ils ne donnent pas matière à un débat public. La difficulté tient ici au fait que tout francophone s'est formé une opinion, qu'il croit avérée, sur ce qu'il en est de sa langue (norme, statut, évolution), et qu'il est prêt à la défendre avec ardeur. L'auteur rappelle avec tact quelques solides vérités factuelles : depuis qu'il s'est détaché du latin, le français n'a jamais été autant parlé (200 millions de locuteurs) ni écrit (grâce au numérique) ; aucune étude sérieuse,

en outre, n'a fait apparaître une quelconque perte de qualité. Un rappel théorique n'est pas moins nécessaire : le français, en tant que langue, n'est pas porteur de valeurs intrinsèques (la propension à l'univocité probe, ou bien l'expression des droits de l'homme) ; présentant, comme tout idiome, un équilibre dynamique d'unité et de diversité (ce qui assure son extension mondiale), il se différencie avec naturel dans le temps comme dans l'espace. Cette dernière mise au point est particulièrement salutaire, tant essentialisme et purisme, pourrait-on dire, le disputent largement à l'anglais pour offenser notre langue.

Enfin, un idiome vivant est un objet de part en part social ; on en déduit qu'il requiert une action publique. Mais là encore Jean-Marie Klinkenberg adopte une optique dont la fécondité rompt avec les préjugés : malgré du Bellay et une éminente tradition polémique, ce n'est pas la langue qu'il convient de défendre, mais les droits de ses locuteurs à la parler. La politique linguistique concerne les affaires de la cité ; démocratique, elle entend donner aux citoyens les moyens de leur langue. Relèvent ainsi d'une telle action éclairée et concertée : l'apprentissage des compétences langagières requises par les nouvelles technologies, la maîtrise de la rédaction technique, l'accroissement des terminologies, la pratique du plurilinguisme. On est loin de la défense, très « vieille France », des formes surannées d'un usage exquis ; on est au plus près des besoins concrets de locuteurs réels, en Europe comme dans le monde.

Une telle perspective renouvelle notre idée de la francophonie. Celle-ci ne répond pas à quelque messianisme essentiel de la langue française, pas plus qu'elle ne met en œuvre un humanisme qui lui serait propre. Elle est un fait géopolitique complexe, mêlant unité et diversité (la francophonie est une syntaxe, diversement prononcée), articulant besoins particuliers (l'action francophone est par nature déconcentrée) et aspirations communes. Au-delà des situations spécifiques (les attentes légitimes

du technicien québécois, de l'étudiant vietnamien, etc.) qui forment la richesse et la fécondité des politiques francophones, un universel se dessine-t-il à travers les pratiques ? À l'évidence, la valeur d'une langue que l'histoire a dotée de trois caractères : une présence sur les cinq continents, induisant sa capacité à former des communautés mondiales ; un équipement de grande qualité, ancien et activement poursuivi (grammaires, dictionnaires, terminologies, bases de données), la rendant capable d'énoncer la modernité ; un déclassé salutaire qui, rendant dérisoire l'arrogance rivarolienne, lui a donné mission de témoigner du plurilinguisme et d'en exercer les effets. La défense francophone de la diversité des langues et des cultures n'est pas le pieux slogan flattant l'unanimité d'un banquet de Chefs d'État ; elle est une réponse concrète aux besoins politiques, économiques et scientifiques du monde de demain et déjà d'aujourd'hui. Les 800 universités, du Brésil à la Chine, qui font usage de la langue française et adhèrent à l'Agence universitaire de la Francophonie en portent témoignage : le paysage de la science est en train de changer. L'émergence concerne désormais le savoir ; la recherche se développe dans des pays rétifs à l'hégémonie linguistique nord-américaine ; des connaissances nouvelles excèdent la problématique reçue, et à terme routinière, des organes officiels de la légitimité anglophone. La vitalité de la science requiert la diversité de ses approches et de son expression. Le projet scientifique francophone ne dit pas autre chose, le monde est en train de lui donner raison, cet ouvrage en fournit la clef.

Le livre de Jean-Marie Klinkenberg, par son intelligence, sa science et sa prescience, dessine, éclaire et justifie les politiques les plus avisées en faveur du français ; il importe de le lire et de le méditer.

INTRODUCTION

Albert Delmotte avait vraiment envie de ce home cinéma, avec ses enceintes arrière sans fil et son impressionnant caisson de basses. Il a finalement craqué. Mais il n'a pas bien compris les clauses en petits caractères qui figuraient sur son contrat de vente à tempérament. Et le voilà gravement endetté.

Gilberte Martinez adore bricoler. Elle était très fière de l'installation de parlophonie et de vidéophonie qu'elle allait installer à sa porte. Mais comme le mode d'emploi était rédigé dans des langues qu'elle ne comprend pas, elle a commis une erreur de manipulation. L'appareillage est à présent gravement endommagé. Et bien évidemment, ni le fabricant ni le détaillant n'interviendront.

Mongi Marzouki est un ingénieur précis et créatif. Mais il n'aura pas d'augmentation dans sa boîte, car il n'est pas trilingue. Or c'est là un strict minimum aux yeux de son DRH, quelles que soient les fonctions des cadres qui sont sous ses ordres.

Ces situations sont évidemment très dommageables pour ceux qui les vivent : perte d'argent, de temps, de confiance en soi, risques physiques même. Multipliées, elles portent aussi préjudice à l'ensemble de la société.

De telles mésaventures sont fréquentes. Mais constituent-elles une fatalité ? Ne peut-on faire quelque chose pour les prévenir ? Sans doute. Par exemple former ceux qui rédigent des textes techniques, administratifs ou commerciaux pour que ces documents soient compréhensibles par le public auquel ils

s'adressent ; obliger les fabricants à étiqueter et vendre leurs produits dans la langue du client ; promouvoir des méthodes rapides d'acquisition des langues...

C'est évidemment à la collectivité de prendre toutes ces mesures en charge. Exactement de la même manière qu'elle s'occupe de l'hygiène sur les lieux de travail ou de la sécurisation des passages à niveau. Autrement dit, ces mesures relèvent du politique.

Or, quel est le point commun entre toutes les petites infortunes que nous venons de narrer ? C'est la langue.

Il y a donc place dans notre société pour une politique de la langue, à côté d'une politique de la santé, d'une politique du travail, d'une politique de l'environnement ou d'une politique culturelle.

Et, comme en matière de santé ou d'enseignement, il peut ici y avoir de la bonne politique, de la mauvaise et de la douteuse. Un empereur chinois, raconte-t-on, entreprit un jour de corriger les mœurs de ses sujets, et pour cela il modifia de force leurs façons de parler : politique, visant à imposer certaines manières de penser, d'agir et de sentir. Plus près de nous, un Mussolini se piqua de rendre les Italiens plus proches les uns des autres : il prohiba l'usage de la troisième personne du singulier, qui correspond à notre voussoiement, et rendit le tutoiement obligatoire ; politique autoritaire visant à uniformiser le corps social. Plus près de nous encore, nous voyons le Québec exiger une présence prédominante du français dans la publicité, sur les enseignes commerciales et, d'une façon générale, dans toutes les activités socio-économiques se déroulant sur son territoire, nous voyons la Catalogne rétablir les noms catalans de personnes, que la dictature franquiste avait prohibés, nous voyons la Flandre faire en sorte que ce soit dans sa langue que les relations entre ses

travailleurs et ses employeurs se nouent : politique encore, visant au respect des populations locales et de leur culture.

Ces exemples ne doivent pas laisser croire que les politiques de la langue sont l'apanage des pouvoirs publics. En forçant les distributeurs de films à faire circuler leurs produits sous des titres comme *Fast & Furious* (« a film by Machin ») – ce qui n'avait pas un caractère de nécessité (le même film est sorti sous les titres *Rapides et dangereux* au Québec, *A todo gas* en Espagne et *Rápido y furioso* en Amérique latine) –, les producteurs de cinéma déploient assurément une politique. L'objectif premier de celle-ci est peut-être de réduire certains couts, mais elle a aussi d'indéniables dimensions symboliques. Lorsqu'elles n'accordent de promotion à leurs cadres qu'en fonction de leurs compétences langagières, lorsqu'elles choisissent de faire leur publicité dans plusieurs langues qu'elles choisissent soigneusement, lorsqu'elles accueillent d'abord en anglais les clients qui lui téléphonent, les entreprises ont bien une politique linguistique.

Entre la politique de la langue et les autres, il y a toutefois une différence capitale. C'est que la langue n'est pas autonome. Le croire est bon pour les linguistes en chambre et les académiciens. Elle n'est pas un bibelot précieux, un jouet compliqué, ou une pure affaire de désaccords de participes passés. Elle n'est pas non plus seulement un simple instrument de communication. Elle est un milieu de vie ; elle véhicule de puissantes imageries ; elle joue un rôle capital dans la constitution même du lien social.

La langue, en l'occurrence, joue le rôle d'une révélatrice. Elle exprime, rend sensible ou cristallise un grand nombre de problèmes sociaux. Et sur ce terrain, elle est la pire et la meilleure des choses. Elle peut contribuer tant à aggraver qu'à réduire la fracture sociale ; elle peut susciter cette méfiance entre citoyen et monde politique qui fait le lit de l'extrême droite comme elle peut aussi en préserver ; elle peut condamner des collectivités

entières à l'arriération ou, au contraire, les faire participer à la culture vivante d'aujourd'hui.

Pourtant, lorsqu'il est question de politique de la langue française, ce n'est ni de fracture sociale, ni d'extrême droite, ni de modernité qu'on entend parler. Le plus souvent, ce ne sont que doléances sur l'orthographe de nos écoliers, rarement informées par des recherches qui permettent d'y voir un peu plus clair, ce ne sont que plaintes offusquées sur la présence de l'anglais dans les médias, que lamentations sur le recul du français dans le monde. Et en réponse à ces situations, ce ne sont que professions de foi grandiloquentes en la mission civilisatrice de notre langue, proclamations d'universalité généreuses ou bravaches mais souvent toutes convenues, déclarations emphatiques sur la diversité culturelle. Tous discours nobles assurément, mais dont on pèse rarement l'exacte portée.

Ce livre entend mettre en évidence l'articulation entre la langue et tous les problèmes qui ont nom fracture sociale, modernité, violence, ou encore accueil de l'autre, maintien de la diversité culturelle, efficacité technique, relations entre travailleurs et employeurs, justice, égalité, décence. Il entend aussi montrer l'inanité, voire le danger, de toute politique qui méconnaîtrait ce lien.

Il justifiera donc l'intervention des pouvoirs publics en matière de langue.

Il permettra de trier les points sur lesquels une action volontariste en matière de langue n'est pas utile et ceux sur lesquels elle est indispensable. Et ce ne sont pas ceux auxquels une certaine paresse nous fait penser d'abord, comme la prétendue dégradation de la qualité de la langue chez nos contemporains.

Il désignera les acteurs d'une politique linguistique bien comprise. Car beaucoup de problèmes dans lesquels la langue est engagée ne pourront être résolus s'ils restent le fardeau d'un

INTRODUCTION

seul acteur, ou d'un seul secteur : l'enseignement, les ministres de la culture, l'Académie française, les organisations internationales...

Il désignera également les lieux d'intervention qui s'offrent à ces acteurs. Car lorsqu'il s'agit de peser sur la langue, on pense traditionnellement à trois terrains : l'enseignement, l'audiovisuel et l'administration. Mais protéger les droits du consommateur et du travailleur, produire des termes scientifiques en français ou encore accueillir et intégrer les populations migrantes sont des missions qui exigent évidemment d'autres cadres.

Surtout, il énoncera les principes d'une politique visant la justice et l'équité.

Pour cela, il me faudra combattre une conception de la langue, conception que je qualifierai d'*essentialiste*. Cette conception, qui vit dans toutes les cultures, est particulièrement vivace dans la française ; trop courante chez ceux qui prétendent aimer et servir le français, elle dessert en fait et la langue et ses utilisateurs. Pour la déconstruire, je retournerai contre elle-même l'idée selon laquelle l'utilisateur doit respect à la langue : je prétends en effet que ce n'est pas elle qui est digne de nos soins, mais ceux qui la parlent.

Ceci n'est pas un livre de recettes. Certes, j'aurai l'occasion d'y proposer plus d'une initiative concrète, de baliser des pistes à suivre. Mais, si l'on ne s'en tient qu'aux faits bruts, certaines de ces propositions pourraient apparaître comme peu originales. Ce sont en effet souvent celles que formulent et mettent déjà en œuvre les États démocratiques. En particulier, puisque mon propos vaudra principalement pour la langue française, il m'arrivera de faire implicitement référence aux actions envisagées par les organes de gestion linguistique francophones fédérés dans l'OPALE (Organes de politique linguistique de la francophonie septentrionale) : la Délégation générale à la langue française et

aux langues de France, le Conseil de la langue française et de la politique linguistique et le Service de la langue française en Belgique francophone, le Conseil supérieur de la langue française et l'Office québécois de la langue française au Québec, la Délégation à la langue française en Suisse romande. Mais mon objectif consiste à donner sens à ces actions, en les rapportant aux valeurs qui doivent les inspirer, et en plaçant la langue au cœur d'une réflexion sur les communications et les relations humaines dans le monde d'aujourd'hui et dans celui de demain. Ce qui ne peut que donner un souffle nouveau aux responsables des politiques linguistiques.